

## « Nous prévoyons 100 000 € de déficit » : les centres sociaux de Meyzieu inquiets pour l'avenir

En janvier, dans toute la France, des représentants des centres sociaux ont manifesté pour faire connaître leur inquiétude face à une situation budgétaire qui met en péril la pérennité de leurs structures. L'association des trois centres sociaux et culturels de Meyzieu craint elle aussi pour son avenir et n'est pas sûre de pouvoir boucler le budget 2024.



*Les centres sociaux agissent directement dans les quartiers, comme ici au Plantées, avec une action en direction des familles des ateliers cuisine partagés avec la Légumerie qui ont lieu aussi au Mathiolan. Photo fournie par les centres sociaux*

L'équilibre financier des centres sociaux est mis en péril par la politique de l'État dont la dotation globale est stable, voire en baisse, depuis dix ans.

C'est ainsi que les responsables de l'association qui gère les trois structures Majolanes - Flora-Tristan, Cassin et Jean-Rostand - expriment leurs inquiétudes : « Le soutien de nos partenaires locaux est fort : Ville, CAF, Département et Métropole sont au rendez-vous. Ils représentent 80 % de notre fonctionnement général. Mais c'est au niveau des subventions publiques que cela ne va plus », explique Mathilde Perrier, directrice des centres sociaux.

### **Un déficit de 75 000 €**

Les prévisions financières sont inquiétantes pour l'avenir : « Nous terminons l'année 2023 avec un déficit de 75 000 €. En 2024, à financement constant, nous prévoyons 100 000 € » s'inquiète la directrice.

Les raisons de ce déficit financier sont plurielles : « Les charges ont augmenté, du fait de l'inflation. Mais surtout, en raison de la convention collective qui a évolué, nous avons augmenté les

salaires de 7 % environ, ce qui est une bonne chose. Mais les ressources globales, notamment de l'État, n'ont pas suivi ! » souligne Mathilde Perrier.

### « C'est un financement aléatoire ! »

Mais il y a un autre élément qui inquiète beaucoup les personnels et les responsables bénévoles du comité de présidence : des subventions de l'État qui dépendent de la réponse à des appels à projet (1) : « Cela nous pose deux problèmes : la masse de travail consacrée à la rédaction et à l'évaluation de ces projets, c'est du temps que l'on ne passe pas sur le terrain. Et comment pérenniser une action sur le long terme comme la prévention, alors qu'on doit refaire la même demande tous les ans ? C'est un financement aléatoire ! » s'insurgent les personnels.

### Une marge de manœuvre restreinte

Ainsi, les salariés et les gestionnaires se questionnent sur l'avenir de l'association : « On restreint nos dépenses de fonctionnement, on va aller chercher d'autres appels à projet (mais il y a des limites), on a prévu une augmentation des tarifs pour les usagers des clubs, mais cela sera-t-il suffisant ? On ne voudrait pas être obligé d'arrêter des activités ou de licencier en 2025. La marge de manœuvre est faible, malgré l'aide de nos partenaires, si l'État ne revoit pas sa politique », conclut la directrice.

*(1) En 2019, quatre dossiers de financements complémentaires aux trois subventions globales de fonctionnement accordées par la Métropole, la CAF et la Ville ont été déposés, contre vingt dossiers en 2023.*



## Les centres sociaux, « partenaires de premier plan »

Odette Garbrecht, 1re adjointe, est très claire : « Nous soutenons les centres sociaux, partenaires de premier plan, indispensables à notre politique sociale. »

Elle en veut pour preuve le courrier récent du maire LR Christophe Quiniou, qui confirme le soutien de la ville dans le projet Avis (crèche d'accueil à vocation d'insertion sociale) en s'engageant à compléter le financement de la CAF qui s'est révélé inférieur de 30 % à son engagement initial.

La crèche, à vocation d'insertion sociale, sera située au centre social René-Cassin. Les travaux d'aménagement, financés par la municipalité, sont prévus pour fin mars.

### Des missions confiées

La première adjointe l'affirme avec force : « On a conscience des difficultés et on cherche avec les personnels toutes les opportunités pour soutenir les centres sociaux. Nous allons par exemple, au lieu de prendre des prestataires, leur confier toute l'organisation des City Tour au Mathiolan, la

réorganisation de tout l'espace du city stade aux Plantées. Tout en apportant des ressources supplémentaires, cela renforce leurs actions sur les quartiers, envers les jeunes et les familles. »

## **869 familles adhérentes**

### **Fréquentation en 2023**

869 familles adhérentes (729 en 2020) représentant 1 973 usagers (contre 1 538 en 2020), dont une majorité de femmes (56 %). Les moins de 18 ans représentent 52 %, les plus de 60 ans 22 %.

### **Salariés**

19, 2 équivalents temps plein.

### **Répartition des produits en 2023**

29 % de subvention de fonctionnement (40 % en 2019), 17 % de participations usagers (14 % en 2019), 54 % du budget provient de prestations de services et/ou subventions sur projet (46 % en 2019).

## **BLOC-NOTES**

### **Messe**

*Samedi 23 mars à 18h30. Maison paroissiale Centre saint Jean XXIII. 61 avenue de Verdun.*